

Aide internationale au régime rwandais

Support très important pour pérenniser et perpétuer la dictature et la répression du président rwandais Paul Kagame.

Les membres de l'ASBL, Jambo, sont heureux de pouvoir s'adresser à Son Excellence Monsieur le président de la République Française Nicolas Sarkozy pour lui exprimer leur profonde préoccupation, car l'aide destinée à la République Rwandaise sert essentiellement à réprimer la population au lieu de soutenir les efforts visant le progrès et le bien-être et partant à promouvoir la démocratie dans l'intérêt du peuple rwandais tout entier. Nous saisissons cette occasion pour stigmatiser haut et fort le crédit dont le dirigeant rwandais, Paul Kagame, bénéficie à travers le monde. Nous rappelons avec insistance que depuis le 1^{er} octobre 1990, le jour de l'invasion du Rwanda par le Front Patriotique Rwandais commandé par Paul Kagame, le peuple rwandais vit dans la terreur inqualifiable.

Durant quatre années Paul Kagame a minutieusement mené une guerre d'usure et de harcèlement qui a provoqué des massacres systématiques de la population dans les zones du Nord et du Nord-Est du Rwanda. Cette guerre a poussé près d'un million de déplacés de guerre jusqu'à la porte de Kigali la Capitale du Rwanda, dans le camp de Nyacyonga appelé par la suite le camp de la mort tellement que chaque jour des centaines des vies humaines y périssaient à cause des conditions inhumaines dans lesquelles vivaient ces déplacés. Grâce à cette guerre Paul Kagame a exercé une pression psychologique sans précédent en vue d'exacerber à outrance la haine entre les hutu et les tutsi afin que plus tard il puisse en exploiter les effets macabres, d'abord pour pouvoir s'emparer du pouvoir par la force militaire et de s'y maintenir par la suite en prétendant que c'est lui qui a mis fin au génocide. Il s'agit d'une prétention dénuée de tout fondement : pour ceux qui doutaient, mais surtout pour ceux qui ne veulent ni voir ni comprendre clairement, le récent rapport des Nations Unies intitulé « Mapping sur la RDC » vient de lever le voile en témoignant amplement la participation directe et active de Paul Kagame et son armée dans les crimes de guerre, crimes contre l'humanité, voire même crime de génocide perpétrés contre les hutu et sur la population congolaise.

Pour accomplir son ignoble besogne, Paul Kagame dispose et utilise à sa guise les fonds alimentés par les aides financières extérieures aussi bien bilatérales que multilatérales. A l'image de la Hollande et de la Suède, les deux pays phares dans la prise de décision tendant à réduire considérablement l'aide financière afin de contraindre Paul Kagame à mettre un terme à son horrible plan d'appauvrissement préluant l'extermination lente de tout un peuple, nous lançons un cri d'alarme pour que le gouvernement Français embraye la décision courageuse et hautement humanitaire des deux pays susmentionnés.

Etant donné que le régime de Paul Kagame ne peut survivre sans le soutien massif de l'aide étrangère, l'aide à laquelle il faut ajouter des gains colossaux que les dirigeants rwandais tirent dans le pillage éhonté des ressources naturelles de la RDC, nous demandons fermement à tous les pays de l'Union européenne d'arrêter immédiatement toute aide au régime tyrannique et sanguinaire de Paul Kagame.

Les exemples ci-après montrent manifestement combien le régime survit grâce à la perfusion de l'aide extérieure : Au lendemain de la victoire du FPR en juillet 1994, l'aide extérieure pour les nouveaux maîtres du Rwanda a afflué d'une manière exponentielle. Selon les chiffres de la Banque Mondiale, l'aide bilatérale et multilatérale est passée de 16% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 1997-1998 pour atteindre 25% du PIB en 2003-2004. Durant la même période, outre le Royaume Uni et les Etats-Unis d'Amérique les pays respectifs de l'Union européenne figurent parmi les plus grands bailleurs de fonds du régime de Paul Kagame, notamment les Pays-Bas, la Belgique et la Suède.

Il se trouve que le régime de Paul Kagame bénéficie largement de l'aide financière sans le moindre souci de connaître la destination finale, le mode d'utilisation. Aucun contrôle, aucune conditionnalité n'est imposée à cette aide, ce qui, au mois d'avril 2009, a suscité l'inquiétude d'un journaliste du Times de Londres (UK) dans son article : « Yesterday a victim, today an oppressor : how aid funds war in Congo » (Apr. 7, 2009). Dans le même article le journaliste démontre comment l'argent du contribuable britannique a servi et sert encore à renflouer les caisses du régime de Paul Kagame au moment où ce dernier avec son armée s'engage dans les guerres successives en RDC avec des conséquences désastreuses qui en résultent. Ainsi à lui seul le Royaume Uni s'est-il engagé à contribuer au budget rwandais à la hauteur de 46 millions de Livres annuellement et ce jusqu'en 2015. Voilà de quoi enhardir davantage l'arrogance du dictateur rwandais et de persister dans son refus d'avancer, ne fut ce d'un pas, vers la démocratisation politique au Rwanda.

Le dirigeant rwandais est passé maître dans l'art du cynisme et de la malice : Pour épater la communauté internationale et pour leurrer les non initiés, il a imaginé un schéma de développement chevauchant d'une part dans l'optique d'enrichissement excessif d'une infime minorité composée de tutsi militaire et civil proche du régime en place et d'autre part l'appauvrissement continu de la population. L'image luisante que représente la ville de Kigali cache la misère dégradante qui ronge la population dans les campagnes. Le tableau est si sombre qu'il prendrait trop de place ici pour esquisser les contours. Mais le but final est très clair : appauvrir le peuple pour le rendre totalement inapte physiquement, mentalement, culturellement et spirituellement afin de le conduire vers la déliquescence pour mieux l'assujettir à jamais.

Ainsi donc, sur base des statistiques du Ministère Rwandais des Finances couvrant la période de 2000 à 2008, le PIB par habitant aurait augmenté de 250\$ à 314\$, ce qui signifie une croissance négative en valeur réelle. En effet, le taux d'inflation au Rwanda sur base du classeur de la CIA et des rapports du FMI du 17 septembre 2009 a été de 5,5% en 2003 ; 7,50% en 2004 ; 7% en 2005 ; 8% en 2006, 7,70% en 2007 ; 9,10% en 2008 et 15,4% en 2009, ce qui donne un taux d'inflation annuel de 7% sur la période de 2003-2008. Supposons le même taux d'inflation au cours de la période de 2000-2008. Le Rwanda aurait un PIB réel par habitant de 250\$ $(1,23/1,72)=179\$$, bien en dessous de la base de 250\$ par un montant de 71\$. Ceci montre que la population rwandaise s'est appauvrie de 71\$ en 8ans. Il n'est donc pas étonnant que le Rwanda soit classé 167ème place sur 182 pays par le PNUD, 163 sur 180 par le FMI, 155 sur 170 la Banque Mondiale, et 180 sur 192 par la CIA. Donc le Rwanda est parmi les pays les plus pauvres du monde, au plus bas de l'échelle (ref. AfroAmerica network, 2010).

La dictature féroce en cours au Rwanda contraste avec les déclarations officielles d'antan du FPR. D'aucuns se souviendront que les réfugiés rwandais en provenance de l'Ouganda se battaient pour «instaurer la démocratie au Rwanda». Tristement le Rwanda se singularise par des criantes inégalités sociales sans précédent, l'absence des droits et de libertés des citoyens, la marginalisation du peuple dans la conduite des affaires du pays y compris la liberté de choisir leurs dirigeants. La peur, la méfiance et la suspicion circulent partout dans le corps social à telle enseigne que le peuple est littéralement figé dans l'inertie. La récente révolte des quatre transfuges du FPR exprimé dans le document devenu : « Rwanda- Briefing » en dit long. Il est notamment souligné que Paul Kagame est un des plus grands despotes que le monde ait connu. Les signes illustratifs sont : l'emprisonnement arbitraire, harcèlement, assassinats et tentatives d'assassinats des opposants politiques, refus abject du régime d'accepter le débat contradictoire dans la gestion de la chose publique, la politique de la mise au pas du système judiciaire, la militarisation pléthorique de la vie publique, l'omniprésence de la toute puissance de la police de renseignement. Comme message à la fois annonciateur et salutaire, les quatre signataires terminent ainsi : Si rien n'est fait pour changer le cours des choses, le Rwanda et la région risquent de sombrer, hélas, dans une situation catastrophique aux conséquences incalculables.

Nous ne saurons terminer sans rappeler que Paul Kagame est un criminel notoire malgré qu'il soit un président en exercice. En effet, il faut se rappeler que lui-même et plusieurs de ses proches collaborateurs sont frappés des mandats d'arrêt d'instances judiciaires des pays membres de l'Union Européenne à savoir la France et l'Espagne pour des crimes très graves perpétrés au Rwanda et dans la région des Grands Lacs. Il est temps que la lutte contre l'impunité pour les crimes aussi graves tant prêchée par l'Union Européenne s'applique aussi à Kagame et sa clique. Ne pas le faire constituerait un manquement grave à un des idéaux qui sont à la base de la création de l'Union Européenne à savoir la justice.

C'est dans ce contexte, Excellence Monsieur le président de la République, que nous fondons notre espoir dans le changement radical de l'aide destinée à la République Rwandaise afin que celle-ci soit conditionnée à l'instauration de liberté, de dignité et de démocratie dans l'intérêt du peuple tout entier. Le peuple rwandais aspire ardemment à vivre en paix avec lui-même et avec ses voisins. Pour ce faire, ils veulent être gouvernés par des dirigeants de leur choix, intègres et soucieux de promouvoir le progrès et le bien être pour tous.